

**HAUSSE VERTIGINEUSE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES**

# Les pouvoirs publics impuissants

En passant de 4,4% à 4,7% entre 2008 et 2009, l'inflation n'a pas été sans conséquence sur le pouvoir d'achat des Algériens. Sans être des experts en économie, les Algériens subissent depuis plusieurs semaines les répercussions de ces chiffres donnés par l'ONS. Pour espérer remplir leur panier, les responsables de famille font plusieurs fois le tour des étals pour tenter de trouver la «bonne affaire», mais par ces temps de hausse vertigineuse, la tâche est ardue. Aucun fruit ni légume n'échappe à cette tendance haussière.

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La pomme de terre flirte indécemment avec les 80 DA, la tomate n'est pas cédée à moins de 120 DA, la carotte et la courgette à 60 DA, le piment est quant à lui vendu à 180 DA contre 100 DA pour l'aubergine alors que les haricots verts se négocient à 250 DA.

Seul l'artichaut, légume de saison par excellence, est cédé à 40 DA tandis que les petits pois de bonne qualité restent trop chers en cette période avec un prix pouvant atteindre les 100 DA au moment où les fèves sont vendus jusqu'à 60 DA. «Du jamais vu», s'exclame une dame rencontrée au niveau du marché de Bélouizdad.

«D'habitude, à cette période de l'année, les fèves, les petits pois sont donnés. J'ai pour habitude d'en congeler de grosses quantités mais cette année, c'est exceptionnel. Je me contente d'en acheter des petites quantités pour faire de la t'bikha c'est tout.»

Le marché estampillé du qualificatif de populaire n'a visiblement plus rien de populaire. Les personnes qui y viennent — parfois de

loin — repartent déçues : ce n'est pas moins cher qu'ailleurs et cela suscite bien des réactions.

Hier au niveau de ce marché, un homme d'une quarantaine d'années n'a pas pu retenir sa colère. «Ils veulent qu'on aille voter et ils nous vendent la pomme de terre à 80 DA mais c'est inacceptable !» peste-t-il. «Oui, c'est ça, allez voter Bouteflika, comme ça vous allez manger encore de la pomme de terre à 70 DA pendant 5 ans», renchérit une dame. Les commentaires vont bon train.

Les clients fulminent face à des vendeurs qui tentent maladroitement d'expliquer le pourquoi de ces augmentations vertigineuses. Ils ont tous appris la même phrase : le marché est soumis à la loi de l'offre et de la demande, lorsqu'il y a moins de marchandises, c'est normal qu'il y ait des augmentations, disent-ils.

Des explications qui n'arrivent à convaincre personne surtout qu'aucun légume ni fruit n'échappe à cette tendance.

Du côté des étals des fruits, les bananes sont cédées à 120 DA ; les pommes à 160 DA, les

fraises à pas moins de 250 DA alors que pour déguster les dernières oranges de la saison, il faut compter un minimum de 100 DA.

Un petit tour chez le boucher finit par assommer les habitués du marché, les boucheries qui portent tous des appellations du type «populaire» ou «du pauvre» affichent des prix qui font fuir plus d'un. La viande bovine est à 665 DA au minimum, un peu plus de 750 DA pour l'ovine. La viande blanche n'est pas à l'abri avec 290 DA le kilo.

Pour espérer avoir un petit poulet, il faut pas moins de 600 DA. Inutile de parler du poisson qui atteint, lui aussi, des cimes vertigineuses.

### Des explications et une régulation qui ne tiennent pas la route

Les chiffres sont têtus. L'ONS a fait état récemment de l'augmentation de l'inflation. Il en ressort que la hausse des prix qui a touché le poisson frais avec 46,4%, la viande de poulet (34,7%), les œufs (24,7%), la viande de mouton (23,4%), le café, le thé et infusion (19,1%), les légumes (14%), et le sucre et les produits sucrés



Le marché est soumis à la loi de l'offre et la demande.

(13%), la viande de bœuf (12,3%), les fruits (9,4%), viandes et poissons en conserve (4,9%).

Si l'ONS ne donne pas d'explication, plusieurs pistes ont été avancées. Concernant la pomme de terre, beaucoup expliquent son prix par le fait qu'en plus du mildiou qui a encore affecté beaucoup de cultures, c'est encore la saison basse, c'est-à-dire une période se situant entre deux récoltes et s'étalant de fin février jusqu'à la mi-avril.

Il faudra, selon le ministre du Commerce,

attendre la mi-avril pour que les prix connaissent une baisse à nouveau. L'existence du fameux système de régulation des produits de larges consommations dont la pomme de terre (Syrpalac) permettant à l'Etat d'intervenir lorsque le prix dépasse les 45 DA le kilogramme n'a visiblement pas fonctionné.

Pour ce qui est des autres légumes, les «spécialistes» expliquent les augmentations par la diminution de l'offre des cultures pratiquées sous serre, endommagées par les vents violents de février

dernier sans compter les pluies qui ont inondé d'importantes récoltes de tomate.

En ce qui concerne la viande, la suppression de la TVA sur les aliments du bétail dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2008 n'a eu aucun impact sur le prix au kilo.

La «rareté» du mouton n'est que le résultat de pratiques spéculatives de certains gros éleveurs. C'est dire que les mécanismes mis en place n'ont aucun impact réel !

N. I.

## PÉTROLE

# Les cours plafonnent sous les 50 dollars

Les prix du pétrole plafonnaient hier sous la barre des 50 dollars le baril, tandis que le marché reste inquiet face aux perspectives économiques.

Hier, le baril de light sweet crude, pour livraison en mai, montait à New York à 49,77 dollars, vers 13h05. Quant au Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, il gagnait 1,57 dollar, à 49,56 dollars le baril à la même heure.

Les cours du brut se raffermisssaient grâce à un rebond des bourses d'action de 2% et au repli du dollar, les investisseurs se tournant vers l'or noir pour se protéger de la dépréciation du billet vert. Et ce, au lendemain d'une chute des prix sous le seuil de 50 dollars.

Lundi, le pétrole a perdu 7,6% de sa valeur à New York, affaibli par le raffermissement de la monnaie américaine et la chute des marchés boursiers.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude a fini à 48,41 dollars, en chute de 3,97 dollars

par rapport à son cours de clôture de vendredi. Il est tombé en séance jusqu'à 48,11 dollars.

Les cours avaient aussi pâti lundi de données montrant que la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dépassait toujours de 1 mbj son plafond de production en mars.

Certains membres de l'organisation, comme l'Angola, l'Iran et le Venezuela, auraient fait fi des consignes à produire moins. En rappelant que l'Opep, qui s'est réunie le 15 mars à Vienne, a décidé de maintenir sa production à son niveau actuel de 24,84 millions de barils par jour (mbj), et appelé ses membres à respecter à 100% leurs précédents engagements de produire moins.

D'autre part, la monnaie américaine a poursuivi lundi son raffermissement entamé en fin de semaine dernière, l'euro s'échan-



Les stocks de brut ont progressé de 206 millions de barils.

geant 1,31 dollar, ce qui renché-

investisseurs munis d'autres devises. Également, le marché

s'inquiète pour l'avenir des constructeurs automobiles après que les pouvoirs publics américains eurent exigé le départ du patron de General Motors et évoqué la possibilité d'un dépôt de bilan.

Les séances à venir devraient être largement influencées par les chiffres des stocks pétroliers aux Etats-Unis.

La semaine dernière, les stocks de brut s'étaient affichés à leur niveau le plus élevé depuis 1993. Selon une première estimation des analystes, les stocks de brut avaient encore progressé de 2,6 millions de barils durant la semaine achevée le 27 mars.

Autre facteur d'influence en perspective, la réunion des dirigeants du G20 (pays du G7, Union européenne et 12 pays émergents, soit 90% de l'économie mondiale), demain à Londres, pour un sommet censé marquer un point décisif contre une crise historique.

C. B. / Agences